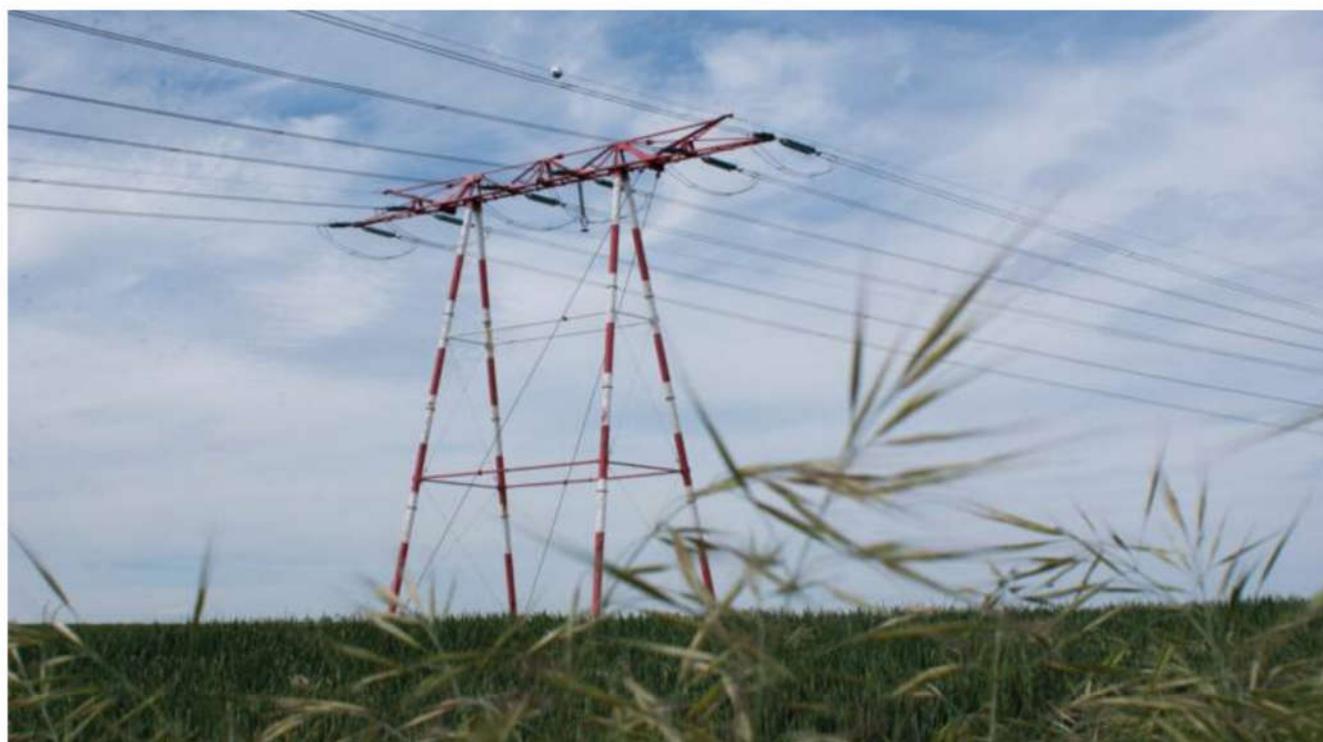


Accueil > Economie et politique

EDF : pourquoi l'Etat veut renationaliser à 100 %

EDF

SUIVRE CE SUJET



Kévin Comte

Élisabeth Borne a confirmé le projet de l'État de détenir 100 % du capital du groupe énergétique EDF, lourdement endetté et mis au défi de lancer un nouveau programme nucléaire.

Par Capital avec AFP

Publié le 06/07/2022 à 21h17 & mis à jour le 06/07/2022 à 22h22

La Première ministre **Élisabeth Borne** a annoncé, mercredi 6 juillet, l'intention du gouvernement de renationaliser à 100 % l'énergéticien **EDF**, lourdement endetté et mis au défi de lancer un nouveau programme nucléaire. "Je vous confirme aujourd'hui l'intention de l'État de détenir 100 % du capital d'EDF. Cette évolution permettra à EDF de renforcer sa capacité à mener dans les meilleurs délais des projets ambitieux et indispensables pour notre avenir énergétique", a déclaré la

chefe du gouvernement dans sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale.

Dix-sept ans après l'ouverture de son capital et son entrée en Bourse fin 2005, l'électricien reste largement public, détenu par l'État à près de 84 %, par les salariés qui en possèdent 1 % et par des actionnaires institutionnels et individuels pour les 15 % restants. Mais le groupe est fortement endetté et confronté à de lourdes charges financières, présentes et à venir. L'énergéticien a subi des déboires, notamment dans la construction de son nouveau modèle de réacteur, l'EPR en cours d'installation à Flamanville (Manche), qui a plus de dix ans de retard et dont le coût a quasiment quadruplé. Un problème de corrosion affecte en outre une partie de son parc (12 réacteurs arrêtés sur 56), ce qui l'a cette année obligé à revoir plusieurs fois à la baisse son objectif de production.

>> Achetez et vendez vos placements (Bourse, cryptomonnaies, or...) au bon moment grâce à Momentum, la newsletter de Capital sur l'analyse technique. Et en ce moment, avec le code promo CAPITAL30J, profitez d'un mois d'essai gratuit.

En mai, EDF, dont le programme de maintenance a aussi été décalé par le Covid-19, estimait ainsi que la baisse de sa production nucléaire prévue en 2022 devrait lui coûter 18,5 milliards d'euros d'excédent brut d'exploitation. Sa situation financière s'est également dégradée avec la décision du gouvernement de le contraindre à vendre davantage d'électricité bon marché à ses concurrents, pour contenir la facture d'électricité des ménages et des petits professionnels.

À LIRE AUSSI

[EDF s'envole en Bourse, Elisabeth Borne vise une nationalisation à 100%](#)

"Avoir la pleine maîtrise de notre production d'électricité"

C'est dans ce contexte que le groupe compte lancer un programme de nouveaux réacteurs, dits EPR2, tout en continuant à se déployer dans le solaire et l'éolien. "La transition énergétique passe par le nucléaire", a

martelé Mme Borne, reprenant la position adoptée cet hiver par le président Emmanuel Macron. Le chef de l'État avait annoncé en février la construction de six EPR, dont la première mise en service n'est cependant pas attendue avant 2035 ou 2037, avec un coût estimé à plus de 50 milliards d'euros. Le Parlement devra aussi se prononcer sur les choix énergétiques de la France, avec notamment une loi attendue en 2023. "Nous devons avoir la pleine maîtrise de notre production d'électricité et de sa performance", a aussi dit Mme Borne mercredi pour annoncer cette renationalisation.

"Nous devons assurer notre souveraineté face aux conséquences de la guerre et aux défis colossaux à venir. Nous devons prendre des décisions, que, sur ces bancs mêmes, d'autres ont pu prendre avant nous, dans une période de l'histoire où le pays devait aussi gagner la bataille de l'énergie et de la production", a-t-elle ajouté solennellement. Cette annonce se profilait depuis quelque temps. Mais "les problèmes d'EDF sont avant tout la sous-capitalisation et la sous-rémunération. Ce n'est pas parce qu'on renationalise qu'on renforce la structure en fonds propres d'EDF, cela ne résout pas son problème financier structurel", a estimé mercredi Alexandre Grillat, de la Fédération CFE Energies.

À LIRE AUSSI

[Vers une refonte globale d'EDF ?](#)

Le prélude à "un nouveau projet de réforme"

"Il faut recapitaliser de manière massive pour qu'EDF ait une structure en fonds propres plus solide pour faire face à son mur d'investissements", juge-t-il. "Nationaliser l'entreprise avec un statut juridique de société anonyme, c'est de l'incohérence", dit en outre Sébastien Menesplier, de la CGT Mines-Energie. Le syndicat appelle à en faire un Epic (établissement public à caractère industriel), à "sortir l'électricité du marché" et "arrêter le dispositif de l'Arenh" (dispositif de vente à bas coût de l'électricité à la concurrence).

A l'inverse, il craint que cette renationalisation soit le prélude à "un nouveau projet de réforme" d'EDF dans les mois à venir, après la longue

bataille menée autour du projet de restructuration porté par le gouvernement et la direction et à ce stade suspendu. De fait, Emmanuel Macron avait évoqué en mars la renationalisation d'EDF, relevant que, s'il était élu, "sur une partie des activités les plus régaliennes, il faut considérer que l'État doit reprendre du capital, ce qui va avec une réforme plus large du premier électricien français". Mme Borne n'a mercredi pas donné plus amples détails sur les intentions de l'État et leurs contours. En attendant, l'action de l'entreprise bondissait à la Bourse de Paris après l'annonce. Le titre prenait 15,58% à 9,07 euros vers 17H25, dans un marché en hausse de 2,10%. Avant le discours, le cours était en net recul, de 5%.

À LIRE AUSSI

[Hinkley Point : la justice annule une amende de 5 millions d'euros contre EDF pour fausse information](#)

A découvrir :

ÉNERGIE

NATIONALISATION

LE GUIDE FISCAL CRYPTO

NOS CONSEILS BOURSIERS

VACCIN

DÉBATEZ !

© CAPITAL (AVEC 6MEDIAS)

Capital
Outbrain

Débat des lecteurs

23 débatteurs en ligne

Les fournisseurs concurrents sont-ils vraiment meilleurs qu'EDF et Engie ?

Oui

Non

1028 votes - Voir le résultat



Débatteur Anonyme

NON

Non et cent fois non, ils bénéficient d'un apport d'EDF en énergie nucléaire par volonté européenne laquelle ruine sa compétitivité et cela à un tarif ...**Lire plus** →

A LIRE AUSSI

EDF s'envole en Bourse, Elisabeth Borne vise une nationalisation à 100%

EDF augmente son capital et sera renfloué par l'Etat

Le RSA renationalisé en Seine-Saint-Denis



D'AUTRES ARTICLES QUI POURRAIENT VOUS INTÉRESSER

EDF bientôt partiellement renationalisée ?

Du rififi sur la dune du Pilat : mais pourquoi donc l'Etat veut-il l'acheter ?
